

Les subsides

Pourtant, le gouvernement s'est engagé à faire exactement le contraire. Pour employer l'une de ses expressions favorites, il compte «débarrasser la libre entreprise des contraintes gouvernementales et la laisser prospérer». Je dois dire que, sous bien des aspects, c'est la libre entreprise qui est la source de nos problèmes écologiques, même si je dois reconnaître en toute justice que tout le monde a fermé les yeux sur la situation.

S'il faut en croire ses discours, le gouvernement veut maintenant favoriser le genre même de progrès et de climat économique qui a causé nos problèmes environnementaux au départ. Il y a donc une contradiction fondamentale dans la position du gouvernement conservateur. Que les ministériels ne se leurrent pas: ils ne pourront pas tout avoir en même temps, surtout dans un contexte international.

Dans les discussions sur le libre-échange et la nature de l'économie mondiale, le gouvernement affirme souvent que le Canada doit être plus concurrentiel sur le marché international. Mais en réalité les grandes décisions en matière d'investissement dans l'économie mondiale sont prises en fonction du laxisme dont les pays font preuve dans l'application des règlements environnementaux. Ces règlements tiennent compte du fait que les sociétés veulent être aussi libres que possible de déverser leurs déchets dans les rivières, dans les lacs ou dans l'atmosphère. Le gouvernement aurait dû s'engager, ce qui n'est manifestement pas le cas, à promouvoir un nouvel ordre économique international afin que les pays ne soient pas forcés de quémander et d'essayer d'attirer des investisseurs en assurant aux sociétés qu'ils ne leur reprocheront pas de nuire à l'environnement. Si le gouvernement n'est pas disposé à promouvoir cet ordre économique et à prendre au Canada les mesures nécessaires pour résister aux pressions internationales, tous ses beaux discours et toutes ses lois ne serviront à rien. Tant que notre politique économique consistera à nous adapter au contexte économique international au lieu de nous opposer aux nouvelles tendances et d'essayer de changer l'évolution de l'économie mondiale, le Canada sera dans une position presque intenable.

Les ministériels conçoivent mal le problème en ce sens que étant donné la notion du fonctionnement de l'économie mondiale à laquelle ils adhèrent, il va leur être extrêmement difficile d'atteindre leurs objectifs.

M. Gurbin: Vous avez 50 ans de retard. L'économie et l'environnement ne font qu'un.

M. Blaikie: Je suis d'accord avec l'affirmation du secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement (M. Gurbin). C'est précisément ce que je dis. Cependant, jusqu'à maintenant, étant donné que les décisions relatives aux investissements et autres décisions financières sont prises en fonction des marges de profits réalisés à court terme, on ne tient pas compte de l'environnement, et ce sera le cas jusqu'à ce que les gens du secteur privé qui prennent ces décisions aient à rendre des comptes au sujet des coûts sociaux et écologiques que doit supporter le Trésor public à cause d'eux. Je ne vois certes pas le gouvernement s'orienter dans cette voie.

Le fait est que, partout dans le monde, on permet à des gens de prendre des décisions qui mettent en danger la planète elle-

même, certaines ressources et l'environnement, et on demande, en définitive, à la population de payer la note. À mon avis, le gouvernement n'a pas l'intention de faire quoi que ce soit pour remédier à cette situation. Ainsi, le secrétaire parlementaire peut toujours prétendre que l'économie et l'environnement ne font qu'un, et je suis d'accord là-dessus, mais ce n'est pas la façon dont les choses se passent.

Nous oublions dans nos calculs bien des choses qui disparaissent graduellement au fil des ans, comme l'air pur, les sols fertiles et l'eau potable. Il s'agit de biens gratuits que le secteur privé, et en fait, le secteur public dans certains cas, gaspillent, comme s'ils ne coûtaient rien. Ces entreprises continuent d'agir ainsi, et lorsqu'on leur demande au Canada d'en tenir compte dans leurs livres comptables, elles vont s'établir dans la vallée de l'Amazone, où elles n'ont pas à s'en préoccuper, car le gouvernement de l'endroit ne les y force pas.

Voilà le problème que je tente de faire comprendre au gouvernement. Tant que nous n'aurons pas un contexte économique international dans lequel il sera interdit aux sociétés multinationales, par exemple, de laisser les pays se faire concurrence de cette façon mutuellement dégradante, nous ne nous serons même pas attaqués au gros du problème. Le besoin en est complètement contraire aux vues de l'économie internationale qui sont toujours embrassées par le gouvernement.

Ce dernier considère l'économie planétaire comme une merveilleuse arène où le Canada livre concurrence à tous les autres pays et tâche de faire de son mieux pour obtenir des investissements. Mais de la façon dont fonctionne maintenant l'économie planétaire, il nous faut abandonner nos valeurs syndicales, écologiques et sociales. Nous abandonnons tout ce que les milieux financiers internationaux estiment que nous devrions abandonner pour nous attirer des investissements, et plus les autres pays se font concurrence pour obtenir ces capitaux en se disant que leur gouvernement se fiche pas mal de ces valeurs, plus les Canadiens se retrouvent dans une position difficile.

Je fais remarquer au secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement que c'est aussi vrai de l'environnement et des règlements le concernant que de n'importe quel autre domaine touché par la concurrence avec les autres pays. La politique que j'attends du gouvernement n'est pas cette soumission docile qui lui fait considérer l'économie mondiale comme une valeur immuable à laquelle il doit s'adapter. J'aimerais voir une certaine résistance. J'aimerais voir le gouvernement lutter pour établir, sur le plan international, un meilleur ordre économique qui ne nous oblige pas à nous humilier de la sorte pour nous donner le pays que nous voulons.

Il y en aurait long à dire sur ce que doit faire le gouvernement. Si j'avais eu plus de temps, j'aurais aimé parler d'une augmentation de l'aide gouvernementale à la modernisation des usines municipales de traitement des eaux. De nombreuses municipalités sont en sérieuse difficulté parce qu'elles n'ont pas les moyens d'entreprendre les travaux qui s'imposent. Je voudrais parler d'une charte des droits concernant l'environnement, par exemple, mais je vois qu'il ne me reste plus de temps.